

## Admission au Collège universitaire session 2017

### Copie épreuve d'histoire (Coefficient 2)

#### Etude critique de document : Clemenceau, discours à la Chambre des Députés, 30 juillet 1885

La III<sup>ème</sup> République, proclamée le 4 septembre 1870 par Léon Gambetta après la capture de Napoléon III par la Prusse à la bataille de Sedan, s'affirme dans les années 1880 et 1890. L'entreprise est difficile, le régime républicain étant pour beaucoup associé à l'instabilité du fait des deux courtes expériences républicaines de 1792-1799 et 1848-1852. Les Républicains vont alors mener autour de Jules Ferry et de Gambetta une politique qui vise à ancrer le régime et à convaincre la population qu'il s'agit du meilleur type de régime. Cette politique va en partie passer par une expansion colonialiste dans les années 1880, expansion critiquée par Georges Clemenceau, député à la tête du Parti Radical, lors de son discours prononcé à la Chambre des députés le jeudi 30 juillet 1885. Dans quelle mesure ce discours permet-il de comprendre l'affirmation républicaine de 1880-1890 ? Nous verrons tout d'abord qu'il met en lumière l'enjeu d'ancrer la République au sein même du territoire français et la volonté des Républicains d'étendre cela à l'international, puis nous nous intéresserons aux limites du document qui certes apporte un autre point de vue quant à la politique des Républicains mais ne prend pas tout en compte.

Les enjeux que la nouvelle République doit affronter sont importants. Il s'agit de montrer qu'elle est le meilleur régime qui va accorder aux français tout ce que les régimes précédents leur ont refusé.

Elle s'inscrit tout d'abord dans la lignée des autres Républiques, c'est-à-dire dans la lignée de la Révolution. Clemenceau parle ainsi « d'organiser un gouvernement régulier fondé sur le principe de Liberté » (I.25-26). Pour montrer cet héritage, le gouvernement va en effet octroyer les grandes libertés républicaines : liberté de réunion et d'expression dès 1881 puis la loi de Waldeck-Rousseau de 1884 permet la formation des syndicats qui peuvent se fédérer en union. Clemenceau ajoute qu'il faut : « organiser la lutte contre l'ignorance » (I.33). C'était bien l'objectif de Jules Ferry quand l'école devient laïque, obligatoire et gratuite dans l'enseignement primaire avec les lois scolaires de 1881-1882. Il s'attaque également à l'enseignement secondaire lorsqu'il crée en 1880 les lycées de jeunes filles qui permettent aux femmes d'accéder enfin à une véritable éducation.

Les Républicains cependant ne se contentent pas de cette politique intérieure. La prise en compte de l'international est également très importante pour affirmer la République comme le meilleur régime face aux monarchies ou empires voisins. Beaucoup veulent une revanche face à la Prusse qui en 1871 les a humiliés à Sedan en privant la France de l'Alsace et la Moselle. Mais cette revanche n'est pas encore possible, la République n'étant pas encore assez stable. Les Républicains vont détourner l'attention des Français en construisant l'empire colonial, d'autant que la Prusse de Guillaume II favorise cela pour empêcher une revanche : Bismarck et Guillaume II lancent la course aux colonies et au partage de l'Afrique entre pays européens. Les Républicains tels que Jules Ferry avancent alors un argument moral : la France pays de « race supérieure » doit civiliser le monde, apporter les lumières aux pays colonisés. De plus, cela se double en France d'un autre aspect : Il s'agit d'apporter au monde le meilleur régime,

c'est-à-dire la République. Clemenceau expose les arguments pour la colonisation des Républicains : « Il faut l'activité guerrière, il faut se répandre dans le monde [...] Voilà comment on peut devenir un grand peuple ! » (I.5-6).

Il y a de plus d'idée que la République ne peut survivre sans s'exporter à travers le monde, comme le souligne Clémenceau en reprenant les arguments des Républicains : « Le recueillement, l'abstention, l'effacement, c'est la décadence, c'est la ruine » (I.4)

Cependant cette vision portée par Jules Ferry et les Républicains de la colonisation entraîne de nombreuses critiques. Clemenceau est en effet opposé à un tel colonialisme républicain. Il ne partage tout d'abord pas l'idée de devoir moral prônée par Jules Ferry. De plus, il estime que la première tâche de la République est de s'occuper de son propre peuple et territoire. Il dit en effet : « Il convient peut-être avant de [se] lancer dans les conquêtes lointaines [...] de bien s'assurer que l'on a le pied solide chez soi » (I.13-14). Le colonialisme ne peut être que négatif pour la France selon Clemenceau, les conquêtes coloniales étaient très coûteuses et meurtrières : coloniser revient pour lui à l'affaiblir en hommes et en argent (I.16). Il parle ainsi d' «une politique absurde, une politique coupable, une politique folle » (I.18). De nombreux députés à travers les tendances politiques partagent sa vision, comme on peut le voir par les applaudissements qui viennent de l'extrême-gauche comme de la droite. Les communistes sont en effet les plus virulents opposants au colonialisme. A droite, on trouve les nationalistes et antiprussiens qui s'y opposent comme Paul Déroulède.

Le discours de Clemenceau comporte cependant des limites car il adopte un point de vue marqué et exagère ses arguments. Ainsi quand il parle de « l'éternelle question sociale » en reprochant aux Républicains de ne pas assez s'intéresser aux problèmes à l'intérieur du territoire, il ne prend pas en compte toutes les réformes qui ont été entreprises, libertés octroyées, nouveaux droits accordés aux travailleurs comme les syndicats. Il dit que les Républicains ne « trouvent rien à conseiller à la nation sinon de partir en guerre aux quatre coins du monde » Cependant, le colonialisme fait partie d'un tout qui prend en compte principalement la volonté de la nation. De plus, la critique de Clemenceau du colonialisme ne s'axe que sur la nécessité de s'intéresser aux Français, mais d'autres aspects sont à dénoncer dans cette politique comme les conditions de colonisation, l'assujettissement de peuples sous le régime français sur la base d'un racisme pseudo-scientifique qui affirme que la « race » blanche est supérieure.

La colonisation a été un aspect important de l'affirmation de la III<sup>ème</sup> république. Cependant celle-ci s'est surtout ancrée en rétablissant les libertés, droits fondamentaux, en mettant en place les progrès dans tous les domaines et en triomphant des crises qui ont cherché à l'ébranler.